# INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE 15.017

**Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil**
à l'appui
**d'un projet de décret portant octroi d'un crédit-cadre de 1.510.000 francs pour le remplacement et l'assainissement d'installations de chauffage dans plusieurs bâtiments cantonaux**

(Du 20 mai 2015)

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

***RESUME***

*Les chauffages rejettent des polluants atmosphériques et sont présents en grand nombre sur l'ensemble du territoire habité. Il est donc important que leurs émissions soient limitées et que leur rendement soit optimisé.*

*Le propriétaire d'une installation doit faire contrôler sa chaudière (mazout, gaz) tous les 2 ans par une entreprise spécialisée ou un ramoneur. Ceci afin d'optimiser la combustion de l'installation et de diminuer les pertes d'énergie. Une vignette, valable 2 ans, est apposée sur chaque installation mesurée par un contrôleur officiel. Les entreprises de ramonage sont chargées d'en vérifier la présence et de signaler au service de l'énergie et de l'environnement les installations qui en sont dépourvues ou dont la vignette n'est plus valide.*

*Dans le cas où le chauffage ne pourrait pas être réglé correctement, un délai d'assainissement, variant entre 6 mois et 8 ans, est adressé au propriétaire pour modifier ou changer d'installation (décision d'assainissement qui émane du Service de l'énergie et de l'environnement).*

*Afin de procéder à l'assainissement, voire au remplacement, de chaudières se trouvant dans ce cas de figure dans le patrimoine immobilier de l'Etat, le Conseil d'Etat sollicite auprès de votre autorité un crédit-cadre d'investissement à hauteur de 1,51 millions de francs, à répartir sur cinq ans. Au vu des examens techniques dont fait régulièrement l'objet le parc des chaudières qui équipent les bâtiments dont l'Etat est le propriétaire, le Conseil d'Etat juge que les travaux décrits dans le présent rapport sont prioritaires et qu'ils doivent être réalisés dans les meilleurs délais afin de garantir le bon fonctionnement des installations et de respecter les normes en vigueur.*

*Cette proposition s'inscrit dans le cadre de la politique générale d'entretien et de valorisation du patrimoine de l'Etat souhaitée par le Conseil d'Etat pour les prochaines années visant à assainir toute une série de bâtiments appartenant à l'Etat et dont certains sont dans un mauvais état, du fait d'un déficit chronique dans l'entretien du patrimoine bâti faute de moyens consentis.*

# 1. INTRODUCTION

## 1.1. Bases légales

*La loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE)*[1] stipule que l'être humain et son environnement doivent être protégés contre les atteintes nuisibles et en particulier contre la pollution atmosphérique. Son ordonnance d'application du 16 décembre 1985 sur la protection de l'air (OPair) fixe dans ce but des valeurs limites d'émissions des polluants atmosphériques.

*L'Ordonnance sur la protection de l'air (OPair)*[2] décrit les exigences techniques régissant la construction d'installations de chauffage (brûleur/chaudière) et définit les exigences pour la protection de l'air lors de leur fonctionnement.

L'OPair définit également la responsabilité des autorités cantonales. Ces dernières surveillent l'état et l'évolution de la pollution de l'air sur leur territoire, déterminent l'intensité des émissions par des mesures sur le terrain et des calculs de dispersion des polluants.

L'air est un bien commun, vital par excellence, dont la qualité a des effets directs sur la santé des hommes, des animaux et des végétaux. Si une amélioration sensible de la qualité de l'air a été observée lors des dix dernières années, les concentrations enregistrées pour certains polluants dépassent encore les valeurs limites fixées par l'ordonnance fédérale pour la protection de l'air (OPair), en particulier dans les villes.

## 1.2. Déficit chronique dans l'entretien du patrimoine bâti

En préambule, il convient de rappeler que les moyens alloués pour l'entretien courant du patrimoine immobilier cantonal ont été insuffisants ces dernières années en regard des besoins. Afin de maintenir la valeur d'un patrimoine immobilier, il est nécessaire d'y consacrer un montant compris entre 1 et 2% de la valeur estimée du patrimoine. Comme le montre le graphique 1, les montants alloués à l'entretien des bâtiments se situent depuis longtemps largement en deçà de ce ratio. Il en résulte une obsolescence et une dévalorisation croissante du patrimoine de l'Etat, qui génèrent ensuite d'importants surcoûts, notamment en termes d'investissement au moment où il devient inévitable de rénover les bâtiments, mais également, notamment, en matière énergétique, par des consommations excessives. En la matière, le scénario regrettable auquel l'Etat doit faire face dans le cadre de la rénovation des bâtiments du CPLN illustre bien cette problématique.

A cet effet, le Conseil d'Etat entend poursuivre, comme il l'a annoncé dans son programme de législature et dans le plan financier qui l'accompagne, une politique globale d'entretien du patrimoine. A cette fin, il prévoit d'augmenter chaque année le montant alloué à l'entretien du parc immobilier[3] de l'ordre d'un million de francs jusqu'à ce que les montants portés au budget correspondent à 1% de la valeur immobilière, soit 12 millions de francs actuellement.

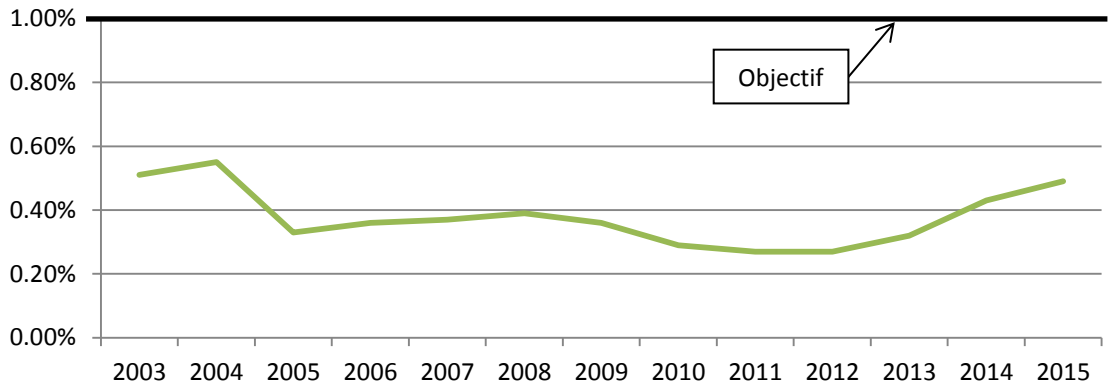
Les économies liées notamment à l'énergie et aux investissements dus au déficit chronique d'entretien doivent, à terme, compenser ces augmentations. Parallèlement, le

[1] http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19830267/201407010000/814.01.pdf
[2] http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19850321/201402040000/814.318.142.1.pdf
[3] Rubrique 3401 - compte no 314.000/entretien des bâtiments

Conseil d'Etat s'est aussi engagé dans un projet de rationalisation des locaux dédiés à l'administration.

Cette demande de crédit est présentée à votre autorité afin de permettre un démarrage rapide des travaux nécessaires à la mise aux normes du parc des chaudières équipant les bâtiments de l'Etat. Outre la conformité aux exigences requises, les importantes économies d'énergie et la diminution des émissions auxquels ils donneront lieu, les travaux prévus permettent de maintenir, voire d'augmenter la valeur du patrimoine immobilier.

**Graphique 1 Evolution du ratio entre les montants consacrés à l'entretien des bâtiments de l'Etat et la valeur estimée du patrimoine[4].**




### 1.3. Objectif de la demande

Le crédit sollicité par le présent rapport a pour objectif de rendre conforme aux normes actuelles de L'Ordonnance sur la protection de l'air (OPair) les installations de chauffage et de remplacer de vieilles chaudières peu performantes dans plusieurs bâtiments cantonaux.

Dans plusieurs cas, les délais d'assainissement fixés par le Service de l'énergie et de l'environnement sont dépassés. Des retards principalement dus au report de la présente demande, initialement planifiée en 2014.

Une réflexion a été menée sur chaque bâtiment quant au choix et au type de système de chauffage le plus adapté aux besoins en tenant compte des solutions soit, bois, mazout, gaz et CAD. Lorsque cela était possible, une alternative au mazout a été sélectionnée. Une priorité à également été donnée à la densification sans extension du réseau de gaz existant. Il est également prévu d'équiper un certain nombre de bâtiments de panneaux solaires thermiques pour la production d'eau chaude sanitaire.

Les bénéfices en termes de consommation d'énergie résultant de l'installation de nouvelles chaudières peuvent être estimés de l'ordre de 25%.

[4] Référence: valeur assurée à l'Etablissement cantonal d'assurance et de prévention (ECAP). Selon cette référence la valeur du patrimoine immobilier aux mains de l'Etat de Neuchâtel se monte à 1,2 milliards de francs

## 2. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Mené par le Service des bâtiments de l'Etat (SBAT), l'inventaire des besoins a permis d'établir la planification et l'évaluation du coût des travaux en fonction des priorités. Il est prévu de soumettre la plupart des divers chantiers à une procédure d'adjudication de type "gré à gré" soit, en référence à la législation sur les marchés publics, sur la base d'un appel d'offres demandé à plusieurs entreprises les mieux à même d'effectuer les travaux concernés. Ce type de procédure est ouvert autant à des sociétés de grande taille qu'à des petites entreprises locales ou régionales du secteur de la construction.

Nous avons renoncé à renouveler les installations de certains bâtiments dont l'assainissement est prévu à moyen terme. Une réflexion globale sur l'assainissement sera alors étudiée afin de satisfaire aux critères d'exemplarité des bâtiments publics et d'envisager de faire recours à des énergies renouvelables. C'est notamment le cas pour le Lycée Denis-de-Rougemont, sis Faubourg de l'Hôpital 59 à Neuchâtel, dont l'assainissement complet est prévu à moyen-long terme (env. 5 ans).

### 2.1. Sites et travaux envisagés

***Rue de Jehanne-de-Hochberg 5 / Neuchâtel***

- Service de la consommation et des affaires vétérinaires (SCAV)

- Mise en service chaudière existante: 1993
- Chaudière actuelle: Gaz
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: Installation de collecteurs solaires pour la préparation d'eau chaude sanitaire

***Rue du Château 12 / Neuchâtel***

- Secrétarial général des autorités judiciaires (SGAJ)

- Mise en service chaudière existante: 1985
- Chaudière actuelle: Mazout
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: -

***Escaliers du Château 6 / Neuchâtel***

– Contrôle cantonal des finances (CCFI)
– Office de la politique familiale et de l'égalité (OPFE)

- Mise en service chaudière existante: 2001
- Chaudière actuelle: Gaz à condensation
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: -

***Rue des Poudrières 14 / Neuchâtel***

– Police neuchâteloise (PONE)
– Parquet général du Ministère public (PGMP)

- Mise en service chaudière existante: 1990
- Chaudières actuelles: Gaz et gaz-mazout
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: Convention d'interruptibilité avec Viteos terminée

***Fbg de l'Hôpital 41 / Neuchâtel[5]***

– Université de Neuchâtel - Faculté de théologie

- Mise en service chaudière existante: 1995
- Chaudière actuelle: Mazout
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: -

***Fbg. de l'Hôpital 68 / Neuchâtel***

– Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse Romande et du Tessin (CIIP/SR/TI)

- Mise en service chaudière existante: 1995
- Chaudière actuelle: Mazout
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: -

***Rue de Tivoli 22 / Neuchâtel***

– Office du logement (OCNL)
– Service de la géomatique et du registre foncier (SGRF)
– Office des améliorations foncières (OAFO)
– Service de la justice (JUST)
– Service des transports (SCTR)

- Mise en service chaudière existante: 1992
- Chaudières actuelles: Gaz
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: Installation de collecteurs solaires pour la préparation d'eau chaude sanitaire

***Espace Paul Vouga / Hauterive***

– Office du patrimoine et de l'archéologie (OPAN)
– Musée du Laténium

- Mise en service chaudière existante: 1999
- Chaudières actuelles: Bois et mazout
- Nouvelle chaudière: Bois
- Remarques: Pas de gaz à proximité<br>Bois principal (chaudière à mazout de secours conservée)

***Avenue du Collège 1-3 / Boudry***

– Police neuchâteloise (PONE)
– Habitation

- Mise en service chaudière existante: 1983
- Chaudière actuelle: Gaz
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: -

***Allée du Port 6 – La Saunerie / Colombier***

– Office du patrimoine et de l'archéologie (OPAN)

- Mise en service chaudière existante: 1988
- Chaudière actuelle: Gaz
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: -

***Rue des Fontenettes 37 / Auvernier***

– Station viticole et encavage de l'Etat (SVIT)

- Mise en service chaudière existante: 1990
- Chaudières actuelles: Gaz
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: -

***Rue du 1er Mars 11 / Couvet***

– Service de la faune, des forêts et de la nature (SFFN)
– Alfaset

- Mise en service chaudière existante: 1987
- Chaudière actuelle: Gaz
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: Eventuellement raccordement au CAD communal

***Site-Dubied 12 / Couvet***

– Centre neuchâtelois d'intégration professionnelle (CNIP)

- Mise en service chaudière existante: 2001
- Chaudière actuelle: Gaz
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: Eventuellement raccordement au CAD communal

***La Gravette / Buttes***

– Service des ponts et chaussées (SPCH)

- Mise en service chaudière existante: 1990
- Chaudière actuelle: Mazout
- Nouvelle chaudière: Mazout à condensation
- Remarque: Pas de gaz à proximité

***Gîte rural-Evologia / Cernier***

– Habitation

- Mise en service chaudière existante: 2000
- Chaudière actuelle: Bois
- Nouvelle chaudière: Bois
- Remarque: Installation de collecteurs solaires pour la préparation d'eau chaude sanitaire

***Ch. du Pré-Raguel 7 / Fontaines (Vue-des-Alpes)***

– Habitation

- Mise en service chaudière existante: 1989
- Chaudière actuelle: Mazout
- Nouvelle chaudière: Mazout à condensation
- Remarques: Pas de gaz à proximité
  Installation de collecteurs solaires pour la préparation d'eau chaude sanitaire

***Ch. du Pré-Raguel 9 / Fontaines (Vue-des-Alpes)***

– Service des ponts et chaussées (SPCH)

- Mise en service chaudière existante: 1998
- Chaudière actuelle: Mazout
- Nouvelle chaudière: Mazout à condensation
- Remarques: Pas de gaz à proximité
  Assainissement des collecteurs solaires existants (eau chaude sanitaire)

***Centre technique (CTB) – Le Boulet / Boudevilliers***

– Service des ponts et chaussées (SPCH)

- Mise en service chaudière existante: 1995
- Chaudières actuelles: Bois et mazout
- Nouvelles chaudières: Bois et mazout
- Remarques: Bois principal (chaudière à mazout de secours)
  Gaz sous haute pression à proximité, adaptation trop onéreuse pour une seule installation (Viteos)
  Assainissement des collecteurs solaires existants (eau chaude sanitaire)

***Village 215a / La Brévine***

– Service des ponts et chaussées (SPCH)

- Mise en service chaudière existante: 2005
- Chaudière actuelle: Bois
- Nouvelle chaudière: Raccordement au CAD communal (bois)
- Remarque: -

***Village 216a / La Brévine***

– Service des ponts et chaussées (SPCH)

- Mise en service chaudière existante: 1989
- Chaudière actuelle: Mazout
- Nouvelle chaudière: Raccordement au CAD communal (bois)
- Remarque: -

***Rue du Rocher 7 / La Chaux-de-Fonds***

– Office de protection de l'enfant (OCPE)
– Office de protection de l'adulte (OCPA)

- Mise en service chaudière existante: 1983
- Chaudière actuelle: Gaz
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: -

***Rue de la Cure 3-5 / La Chaux-de-Fonds[5]***

– Service de probation (PROB)

- Mise en service chaudière existante: 1991
- Chaudière actuelle: Gaz
- Nouvelle chaudière: Gaz à condensation
- Remarque: -

***Rue du Succès 41-45 / La Chaux-de-Fonds***

– Lycée Blaise-Cendrars (LBCC)

- Mise en service chaudière existante: 1971
- Chaudières actuelles: Gaz et mazout
- Nouvelle chaudière: Gaz-mazout à condensation
- Remarques: Eventuellement raccordement au CAD communal
  Convention d'interruptibilité avec Viteos conservée

[5] L'affectation future de ces deux bâtiments est incertaine. Dans la mesure du possible, leur sort devrait être réglé avant le remplacement de leur chaudière respective. N'ayant pas cette certitude, nous avons décidé de les inclure dans le présent rapport.

A titre indicatif, le tableau 1 résume les remplacements d'installations de chauffage effectués ces dernières années.

**Tableau 1 Remplacements de chaudières de 2010 à 2014**

| No OTP | Adresse | Localité | Désignation | Année | Combustible | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | avant | après |
| 4.48.001 | Centre technique | Boudevilliers | Centre d'entretien (SPCH) | 2010 | Mazout | Mazout à cond. |
| 1.01.026 | Rue du Pommier 1 | Neuchâtel | Tribunal cantonal | 2010 | Mazout | Gaz à cond. |
| 6.60.018 | Rue du Premier-Août 33 | La Chaux-de-Fonds | HEP - BEJUNE | 2011 | Gaz | Gaz à cond. |
| 2.13.010 | Allée du Port 14 | Colombier | Hangar-dépôt (SPCH) | 2011 | Gaz | Gaz à cond. |
| 1.01.027 | Rue du Pommier 3 / 3a | Neuchâtel | Ministère public | 2011 | Mazout | Gaz à cond. |
| 1.01.182 | Rue de Tivoli 16 | Neuchâtel | Bâtiment administratif | 2011 | Gaz | Gaz à cond. |
| 6.60.029 | le Crêt-du-Locle 5b | La Chaux-de-Fonds | Hangar-dépôt (SPCH) | 2012 | Mazout | Gaz à cond. |
| 3.27.009 | Chemin des Prises 8 | Couvet | Office social de l'asile | 2014 | Gaz | Gaz à cond. |

## 3. COUT DES TRAVAUX

Le coût des travaux a été établi sur la base de devis sollicités auprès d'entreprises locales que détaille l'annexe 1.

Ces investissements annuels pourront être préparés et suivis par les techniciens du domaine entretien du SBAT

## 4. INCIDENCES SUR LES AMORTISSEMENTS ET LES FRAIS D'ENTRETIEN ULTERIEURS

Le tableau 2 résume les charges liées aux dépenses, à l'entretien et à l'amortissement de ces travaux.

**Tableau 2 Planification des charges liées aux dépenses, à l'entretien et à l'amortissement des travaux de remplacement et à l'assainissement de chaudières**

| | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *Compte des investissements* | Fr. | Fr. | Fr. | Fr. | Fr. | Fr. |
| Dépenses (tranches annuelles) | 480'000 | 220'000 | 110'000 | 280'000 | 420'000 | 0 |
| *Compte de fonctionnement (3401 - 314'000)* | | | | | | |
| Amortissement (10 ans) | 0 | 48'000 | 70'000 | 81'000 | 109'000 | 151'000 |
| Frais contrats d'entretien | 0 | 4'800 | 7'000 | 8'100 | 10'900 | 15'100 |
| Total | 480'000 | 272'800 | 187'000 | 369'100 | 539'900 | 166'100 |

## 5. CONSEQUENCES SUR LE PERSONNEL

Le présent projet n'a aucune incidence sur le personnel.

## 6. CONSEQUENCES FINANCIERES

### 6.1. Financement

- Dépenses: 1.510.000 francs
- Recettes: 80.000 francs / Rue des poudrières 14 à Neuchâtel (2/3 du coût total financé par Prévoyance.ne – copropriétaire)
- Dépenses nettes: 1.430.000 francs

Le crédit de 1.510.000 francs est dûment inscrit dans la planification du budget de l'Etat pour l'exercice 2016 (crédits à solliciter), et la réalisation de ces travaux est planifiée sur cinq exercices, soit 480.000 francs sur l'exercice 2016, 220.000 francs sur l'exercice 2017, 110.000 francs sur l'exercice 2018, 280.000 francs sur l'exercice 2019 et 420.000 francs sur l'exercice 2020.

Afin de tenir compte de la nature des assainissements et des délais de commande, les travaux s'effectueront principalement durant la période des vacances estivales. Pour que le SBAT puisse les initier dès 2016, il est impératif que ce crédit soit accordé en 2015. A défaut, la planification prévue ne pourrait pas être tenue.

### 6.2. Redressement des finances

La demande n'a pas de lien direct avec l'effort de redressement des finances. En revanche, elle comporte un lien indirect évident car elle permet d'éviter la dévalorisation du patrimoine immobilier, d'en améliorer la valeur et d'économiser des coûts de consommation énergétique.

### 6.3. Réforme de l'Etat

La demande n'a pas de lien direct avec le programme de réformes de l'Etat.

## 7. VOTE DU GRAND CONSEIL

En application des articles 57, alinéa 3 de la Constitution neuchâteloise, et 36, alinéa 1 de la loi sur les finances de l'Etat et des communes du 24 juin 2014, les lois et décrets qui entraînent une dépense nouvelle unique de plus de 7 millions de francs doivent être votés à la majorité de trois cinquièmes des membres du Grand Conseil.

Le crédit d'engagement sollicité par le présent projet constitue une dépense unique inférieure au seuil de 7 millions de francs fixé par la loi susmentionnée.

Par conséquent, ledit projet n'est pas soumis à la majorité qualifiée de trois cinquièmes des membres du Grand Conseil, mais à la majorité simple des votants.

## 8. CONCLUSION

Afin de respecter les normes en vigueur, limiter les atteintes à l'environnement et garantir la sécurité des personnes et des équipements, il est impératif de procéder au remplacement et à l'assainissement des installations de chauffage citées au point 2.

Un tel investissement relève d'une obligation légale tout autant que de la responsabilité de l'Etat envers ses employés et envers la collectivité.

Cet investissement permet en outre de ralentir la dévalorisation des bâtiments concernés. La mise en conformité des installations existantes par des installations de nouvelle génération garantit de surcroit des économies d'énergies ainsi qu'un meilleur rendement pour une durée d'une vingtaine d'années.

Au vu des impératifs décrits dans le présent rapport, le Conseil d'Etat recommande à votre autorité d'accepter la proposition qui vous est soumise et d'adopter le projet de décret qui lui est associé.

Veuillez agréer, Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Neuchâtel, le 20 mai 2015

Au nom du Conseil d'Etat:

*Le président,* A. RIBAUX

*La chancelière,* S. DESPLAND

# Décret
# portant octroi d'un crédit-cadre de 1.510.000 francs pour le remplacement et l'assainissement d'installations de chauffage dans plusieurs bâtiments cantonaux

*Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,*

sur la proposition du Conseil d'Etat, du 20 mai 2015,

*décrète:*

**Article premier** Un crédit d'engagement de 1.510.000 francs est accordé au Conseil d'Etat sous forme de crédit-cadre pour financer le remplacement et l'assainissement d'installations de chauffage dans plusieurs bâtiments cantonaux.

**Art. 2** Le Conseil d'Etat est autorisé à se procurer, éventuellement par voie de l'emprunt, les moyens nécessaires à l'exécution du présent décrêt.

**Art. 3** Les dépenses seront portées aux comptes des investissements du Département des finances et de la santé, sous l'intitulé "installations de chauffage".

**Art. 4** Le crédit sera amorti conformément aux dispositions du règlement général d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat et des Communes du 20 août 2014.

**Art. 5** [1]Le présent décret est soumis au référendum facultatif.

[2]Le Conseil d'Etat pourvoit, s'il y a lieu, à sa promulgation et à son exécution.

Neuchâtel, le

Au nom du Grand Conseil:

*Le président,* *La secrétaire générale*

**ANNEXES**

**Annexe 1**

**DESCRIPTIF ET PLANIFICATION DES TRAVAUX**

## Remplacements de chaudières

| No OTP | Adresse | Localité | Désignation | N° cadastral | Opair* | nouvelles installations | | | | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Gaz | Maz. | Bois | Autre | | | | | |
| 1.01.006 | Rue de J.-de-Hochberg 5 | Neuchâtel | Bâtiment administratif | 9698 | | X | | | | | | 60'000 | | |
| 1.01.020 | Rue du Château 12 | Neuchâtel | Bâtiment administratif | 1369 | | X | | | | | 50'000 | | | |
| 1.01.022 | Escaliers-du-château 6 | Neuchâtel | Bâtiment administratif | 455 | | X | | | | | | | | 20'000 |
| 1.01.041 | Rue des Poudrières 14 | Neuchâtel | BAP | 12926 | | X | | | | | | | | 120'000 |
| 1.01.067 | Fbg de l'Hôpital 41 | Neuchâtel | UNINE - Faculté de théologie | 397 | | X | | | | | 30'000 | | | |
| 1.01.072 | Fbg. de l'Hôpital 68 | Neuchâtel | CIIP | 9592 | | X | | | | | 60'000 | | | |
| 1.01.183 | Rue de Tivoli 22 | Neuchâtel | Bâtiment administratif | 14127 | X | X | | | | 70'000 | | | | |
| 1.02.001 | Espace Paul Vouga | Hauterive | Musée du Laténium | DP73 | | | (X) | X | | | | | 140'000 | |
| 2.11.002 | Avenue du Collège 1-3 | Boudry | PONE + habitation | 3664 | X | X | | | | 50'000 | | | | |
| 2.13.011 | Allée du Port 6 | Colombier | Laboratoires (OPAN) | 5813 | X | X | | | | | 20'000 | | | |
| 2.14.001 | Rue des Fontenettes 37 | Auvernier | Bâtiment administratif | 2917 | | X | | | | | | 50'000 | | |
| 3.27.002 | Rue du 1er Mars 11 | Couvet | Bâtiment administratif | 2634 | | X | | | | | 60'000 | | | |
| 3.27.008 | Site-Dubied 12 | Couvet | CNIP | 3746 | | X | | | | | | | | 120'000 |
| 3.32.001 | La Gravette | Buttes | Atelier + dépôt (SPCH) | 2911 | X | | X | | | 30'000 | | | | |
| 4.37.011 | Gîte rural/ Evologia | Cernier | Habitation + gîte rural | 1431 | | | | X | | | | | | 60'000 |
| 4.44.001 | Ch. du Pré-Raguel 7 | Fontaines | Habitation | 2337 | X | | X | | | 70'000 | | | | |
| 4.44.002 | Ch. du Pré-Raguel 9 | Fontaines | Centre d'entretien (SPCH) | 2337 | | | X | | | | | | | 60'000 |
| 4.48.001 | Centre technique | Boudevilliers | Centre d'entretien (SPCH) | 2512 | | | (X) | X | | | | | 140'000 | |
| 5.56.002 | Village 215a | La Brévine | Habitation + garage (SPCH) | 1313 | X | | | | X | 20'000 | | | | |
| 5.56.003 | Village 216a | La Brévine | Dépôt + atelier (SPCH) | 1615 | | | | | X | 20'000 | | | | |
| 6.60.004 | Rue du Rocher 7 | La Chx-de-Fds | Bâtiment administratif | 993 | X | X | | | | 20'000 | | | | |
| 6.60.006 | Rue de la Cure 3-5 | La Chx-de-Fds | Bâtiment administratif | 15497 | | X | | | | | | | | 40'000 |
| 6.60.015 | Rue du Succès 41-45 | La Chx-de-Fds | Lycée Blaise Cendrars | 5537 | X | X | (X) | | | 200'000 | | | | |
| **Total** | | **1'510'000** | | | | | | | | **480'000** | **220'000** | **110'000** | **280'000** | **420'000** |

Prix: indice janvier 2015 (98.2 points) * décision d'assainissement OPair